

8 mai 2010 07h39 | Par **Jean-Denis Renard**

## Eolien : Blanquefort contre-attaque

Les élus de gauche protestent contre les mesures du Grenelle 2 votées hier.



Feltesse et Mamère, hier à Blanquefort. PHOTO CLAUDE PETIT

Hier à la mi-journée, Vincent Feltesse, le président (PS) de la CUB et maire de Blanquefort, Noël Mamère, le député-maire (Verts) de Bègles et Mathias Felk, le vice-président (PS) du Conseil régional d'Aquitaine chargé de l'économie, ont convergé dans la zone industrielle de Blanquefort. Objet du rassemblement : dénoncer les dispositions sur l'énergie éolienne contenues dans le Grenelle 2. L'exercice aura eu une portée limitée. Les deux restrictions principales à l'implantation de nouvelles fermes éoliennes dans le pays ont été votées par les députés (lire aussi en page 7).

Les élus voulaient marquer leur désapprobation en compagnie des industriels concernés. Jean-Yves Grandidier, le patron de la société béglaise Valorem, était présent, tout comme Fabien Baumann, celui de la société lot-et-garonnaise Plastinov qui envisage de s'installer à Blanquefort. La Ville entend se poser dans le paysage industriel comme le lieu d'accueil d'un « cluster », à savoir le regroupement de sociétés et de savoir-faire consacrés à l'éolien. Outre le projet First (l'ancien site Ford Aquitaine Industrie), la CUB porte l'ambition de développer sur son sol l'ensemble de la filière. Elle vise à brève échéance, dicit Vincent Feltesse, « entre 1 000 et 2 000 emplois ». Et elle veut figurer à terme comme un pôle d'excellence français de l'éolien. Elle pourrait notamment se placer sur le marché de la fabrication et de l'assemblage des aérogénérateurs offshore en profitant des infrastructures portuaires.

### Contre le gouvernement

Selon les intervenants, cette perspective se retrouve aujourd'hui fragilisée. « On installe des barrières au développement de l'éolien, comme souhaité par le lobby nucléaire. On est très loin des 23 % d'énergie d'origine renouvelable, comme s'y est engagée la France pour 2020 », a attaqué Noël Mamère.

« Alors que nous créons le cadre pour le développement de l'éolien, le gouvernement choisit de se mettre hors sujet en multipliant les tracasseries administratives. Pour notre part, on se bat pour les éoliennes et contre les moulins à vent », a renchéri Mathias Felk.

Dans cette charge contre le gouvernement, les élus de gauche ont reçu l'appoint des industriels. Jean-Yves Grandidier est convaincu que le dynamisme du marché français entraînerait des implantations industrielles, eu égard aux coûts de transport des gros composants. Pour l'heure, ce « cluster » demeure au stade des bonnes intentions. Et il n'y a toujours pas le moindre mât d'éolienne planté sur la terre aquitaine pour lui servir de fanal.